

Cédric O sur la même longueur d'ondes que... Mark Zuckerberg

Lors de sa prise de fonctions, le nouveau secrétaire d'État au numérique, Cédric O, a expliqué qu'il était "100% d'accord" avec l'idée de Mark Zuckerberg de réguler Internet. Une convergence de vues qui se cantonne, pour l'instant, à "ce sujet-là".

Temps de lecture : minute

2 avril 2019

Le nouveau secrétaire d'Etat au numérique Cédric O est "100% d'accord" avec le patron de Facebook Mark Zuckerberg sur le besoin de davantage réguler internet, a-t-il indiqué mercredi dans un entretien à l'AFP en marge de sa prise de fonctions à Bercy. Le patron de Facebook "*demande plus de régulation sur le modèle européen (...) avec plus d'implication des États*", et je suis "100% d'accord avec lui sur ce sujet-là", a expliqué l'ex-conseiller d'Emmanuel Macron sur le numérique. "*Aujourd'hui il y a un énorme problème démocratique : c'est Facebook qui décide que quelque chose en ligne est légal ou pas légal*" et "*joue le rôle de la justice*", a déploré celui qui succède à Mounir Mahjoubi.

Samedi, Mark Zuckerberg a appelé les pouvoirs publics dans le monde à jouer un "*rôle plus actif*" pour réguler Internet, enjoignant notamment plus d'États à s'inspirer des règles européennes en matière de protection de la vie privée.

Une loi à venir

Le gouvernement et le Parlement auront prochainement l'occasion de jeter les bases de ces nouvelles régulations d'internet avec la proposition

de loi Avia sur les contenus haineux et le projet de loi sur la régulation de l'audiovisuel à l'ère numérique, que le gouvernement voudrait présenter au conseil des ministres à l'été, a expliqué Cédric O. *"Il y a une demande des citoyens qui disent: 'garantissez-moi que quand je vais sur internet le droit est respecté', et le droit, ce ne sont pas les plateformes (comme Facebook, Google, etc. NDLR) qui le définissent"*, a-t-il dit.

Les deux textes *"vont poser un cadre intéressant, qui sera assez innovant au niveau mondial, mais ce ne sera que le début de la discussion"*, a-t-il toutefois prévenu. La réflexion du gouvernement sera guidée notamment par le rapport de l'équipe de fonctionnaires français qui se sont rendus chez Facebook pour mieux comprendre comment la plateforme régulait les contenus publiés par les internautes.

Article écrit par Geraldine Russell